

Co-chairs,

Canada believes that renewed political commitment to sustainable development must be anchored in focussed, results-oriented, practical actions approved in June at Rio +20.

In that vein, Canada offers these comments on the zero draft, which should be short, concise and clearly based on GA resolution 64/236. In Canada's view, the draft's content needs to reflect that one-size does not fit all, as national circumstances vary considerably, and the initial draft should reflect issues where there is broad consensus across a number of regions, and not include issues which are clearly divisive or where there are strong objections. The many national submissions have been very instructive in this regard. Among issues which are not divisive, Canada would include:

1. Greater transparency and information sharing through a tool-kit of best practices which may be used on a voluntary basis by member states to assist in scaling up successful practices.
2. The development and approval of a voluntary set of indicators which can assist any given member state to monitor its own progress towards a green economy.
3. Building on the *Delivering as One* framework, and working closely with national governments, Rio +20 could focus on strengthening the coordination among UN agencies on a country and regional basis and mainstreaming sustainable development into their activities in a practical manner.
4. Canada also believes there is growing interest in SDGs (and congratulates the countries that are moving this agenda forward, including Colombia) – an important result of Rio +20 could be the launch of a process to develop a set of aspirational and realistic sustainable development goals in a manner fully complementary of the MDGs.
5. There is also scope for practical, results-oriented actions related to oceans as outlined by the PSIDS, Australia and New Zealand.

Otherwise Canada believes in enhancing the coordination, coherence and efficiency of various UN agencies dealing with aspects of sustainable development, including UNEP and UNDP among many others, but without the establishment of new and potentially expensive institutions, such as new specialised agencies. This could be a divisive issue.

And in the current, very difficult global economic and financial environment, it will be very challenging to mobilize new and additional resources in a manner acceptable to all or even most.

That said, Canada looks forward to working with others constructively in the months ahead to achieve a positive result for sustainable development at Rio +20.

Thank you.

Messieurs les Coprésidents,

Le Canada estime qu'un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable doit se fonder sur les mesures ciblées, axées sur les résultats et pratiques approuvées en juin, à Rio+20.

Dans cette optique, le Canada souhaite formuler un certain nombre de commentaires au sujet de l'avant-projet, qui doit être court, concis et s'inspirer clairement de la résolution 64/236 de l'Assemblée générale. Pour le Canada, le contenu de cet avant-projet doit tenir compte du principe qu'il n'existe pas de solution universelle et du fait que les situations nationales varient considérablement d'un pays à l'autre. Selon nous, l'avant-projet doit en outre porter sur les questions faisant l'objet d'un large consensus entre un certain nombre de régions, et non pas sur celles qui soulèvent clairement la controverse ou suscitent une vive opposition. Les nombreux mémoires nationaux qui ont été présentés s'avèrent très instructifs à cet égard. Au nombre des questions non litigieuses, le Canada inclurait les suivantes :

6. Une plus grande transparence et un partage accru de l'information, grâce à une panoplie de pratiques exemplaires que pourront utiliser volontairement les États membres et qui les aideront à accroître les pratiques efficaces.
7. L'élaboration et l'approbation d'une série d'indicateurs volontaires, de nature à aider un État membre, quel qu'il soit, à évaluer ses progrès vers l'instauration d'une économie verte.
8. En se fondant sur le cadre de l'initiative *Unis dans l'action*, et avec la collaboration étroite de gouvernements nationaux, Rio+20 pourrait s'attacher à renforcer la coordination entre les institutions des Nations Unies sur une base nationale et régionale, et à intégrer concrètement le développement durable à leurs activités.
9. Le Canada est également d'avis que les objectifs de développement durable (ODD) suscitent de plus en plus d'intérêt (et il félicite les pays qui contribuent à leur réalisation, y compris la Colombie) – l'un des résultats importants de Rio+20 pourrait être le lancement d'un processus visant à élaborer une série d'objectifs de développement durable réalistes et conformes aux aspirations des pays, et cela de manière entièrement complémentaire des ODD.
10. Il sera également possible d'adopter des mesures concrètes et axées sur les résultats relativement aux océans, tel que l'ont souligné les petits États insulaires en développement du Pacifique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Par ailleurs, le Canada est convaincu de la nécessité de renforcer la coordination, la cohérence et l'efficacité de différentes institutions des Nations Unies qui se penchent sur des aspects du développement durable, y compris le PNUE et le PNUD, sans créer de nouvelles institutions qui risquent d'être coûteuses, comme par exemple de nouvelles institutions spécialisées. Cette question pourrait cependant être une pomme de discorde.

Enfin, étant donné la conjoncture économique et financière très difficile actuellement à l'échelle mondiale, la mobilisation de ressources nouvelles et additionnelles, de façon acceptable pour toutes les parties ou ne serait-ce que pour la plupart d'entre elles, risque d'être ardue.

Cela étant dit, le Canada sera heureux de collaborer de manière constructive avec d'autres, au cours des prochains mois, afin d'obtenir des résultats probants dans le domaine du développement durable à Rio+20.

Je vous remercie.